



RAPPORT DE FONCTIONALITE DES MARCHES (MFI) AU BURUNDI

JANVIER 2026

Table des matières

I. Table of Contents

1. Résumé exécutif	3
2. Contexte	4
3. Objectifs	4
4. Collecte des données	5
5. Méthodologie	5
6. Résultats	7
7. Intégration des marchés au Burundi	27
8. Analyse spécifique des zones d'intérêt opérationnel	30
9. Conclusions générales et recommandations	32

1. Résumé exécutif

L'évaluation nationale de la fonctionnalité des marchés, menée auprès de 1890 commerçants dans 126 marchés burundais en janvier 2026, avait pour objectif d'éclairer la faisabilité des interventions basées sur les transferts monétaires (CBT) du PAM. L'indice de fonctionnalité global moyen est de **5/10**, indiquant un marché globalement fonctionnel mais nécessitant une vigilance particulière.

Points_Forts :

Les marchés burundais présentent une performance solide en termes de **logistique** (disponibilité : 8.8, résilience : 8.9, assortiment : 8.4) et de **sécurité d'accès** (9.7). Cela suggère une bonne capacité à absorber une augmentation de la demande sans risque de rupture de stock immédiate, rendant la modalité CBT techniquement faisable dans de nombreuses zones. La concurrence est également jugée saine (8.4), ce qui favorise des prix équitables dans ces zones.

Points_Faibles :

Des faiblesses structurelles critiques sont identifiées, notamment concernant le **prix** (4.9), la **qualité des aliments** (3.9), les **services** (4.0) et les **infrastructures** (5.5) (pp. 6, 12). Un score faible pour les prix indique souvent une volatilité ou des niveaux élevés qui compromettent l'accès économique aux biens essentiels pour les ménages vulnérables (pp. 6, 19). Le score alarmant de qualité soulève des préoccupations de santé publique, avec de nombreux marchés signalant des produits périmés ou des problèmes de réfrigération.

Analyse_Spatiale:

La fonctionnalité est hétérogène. Les zones du Nord et de l'Est (les anciennes provinces de Ngozi, Kirundo et Muyinga) sont très fonctionnelles, tandis que le Sud et le Centre (les anciennes provinces de Bururi, Rutana et Gitega) présentent des vulnérabilités majeures nécessitant une aide en nature ou des investissements structurels conséquents.

[Workbook: MFI Toolbox](#)

2. Contexte

Les marchés sont largement reconnus comme jouant un rôle primordial dans l'amélioration des moyens de subsistance des ménages, en promouvant la sécurité alimentaire et en leur permettant de satisfaire leurs besoins essentiels. Le besoin qui en découle est de comprendre les marchés, avoir des informations de base sur sa fonctionnalité, reconnaître son rôle pour la sécurité alimentaire et la vulnérabilité et l'effet que pourrait avoir un éventuel choc sur leur fonctionnalité.

Au cours de la dernière décennie, les marchés ont également acquis un rôle essentiel dans la mise en œuvre de l'assistance alimentaire. Le PAM a adopté un large éventail d'instruments qui s'appuient sur le fonctionnement des marchés, notamment par le biais de programmes de transferts monétaires. Lorsque les bénéficiaires reçoivent des transferts monétaires ou de bons pour acheter des biens sur le marché local, plusieurs questions se posent : Les interventions basées sur le marché sont-elles propices à la réalisation de la sécurité alimentaire et répondre aux besoins essentiels ? Y a-t-il suffisamment d'aliments sûrs à des prix abordables ? Les marchés sont-ils suffisamment intégrés pour que les produits circulent des zones excédentaires vers les zones déficitaires ? Les commerçants ont-ils mis en place des options d'urgence en cas de disponibilité limitée ? Les commerçants peuvent-ils répondre à une augmentation de la demande effective ? Les interventions fondées sur le marché sont-elles susceptibles d'entraîner une augmentation des prix ?

Au-delà de cela, chaque fois qu'une contrainte de marché existe, le PAM essaie de trouver des solutions qui permettent des programmes basés sur le marché dans des contextes difficiles. Cela comprend le développement des activités, qui visent à renforcer les marchés en renforçant les chaînes d'approvisionnement locales et améliorer l'efficacité des commerçants.

C'est dans ce contexte que le PAM Burundi privilégie la modalité de transferts monétaires (Cash-Based Transfers : CBT) pour tous ses différents programmes et activités. Il est nécessaire, avant d'entrée dans la phase de design du processus, que le choix de la modalité de transferts monétaires soit éclairé par une évaluation du marché et de la capacité des commerçants dans les provinces où le PAM intervient.

3. Objectifs

L'objectif du Market Functionality Index (IMF) est d'explorer les possibilités d'introduire le programme de transferts monétaires pour les activités du PAM au Burundi (assistance aux réfugiés et rapatriés, traitement de la malnutrition aiguë modérée, programme d'alimentation scolaire, etc). L'MFI a pour objectif spécifique de :

- Confirmer que les marchés locaux fonctionnent et ont la capacité d'absorber toute l'année la demande accrue de produits frais provenant des ménages vulnérables, sans affecter négativement l'offre alimentaire et les niveaux de prix du marché tant pour les vulnérables

que pour la communauté en général, (Déterminer l'indice de fonctionnement de marché-MFI de chaque marché concerné).

- Déterminer si et quand les marchés locaux et les chaînes d'approvisionnement ont la capacité d'absorber la demande accrue d'aliments de base provenant des ménages vulnérables, sans affecter négativement l'offre alimentaire et les niveaux de prix du marché pour les réfugiés et la communauté d'accueil
- Analyser les tendances du marché, y compris la disponibilité actuelle et de projet, les volumes stockés et échangés, le comportement de fixation des prix, la concurrence et la saisonnalité, des produits frais et secs ;
- Analyser la capacité potentielle du marché et de la chaîne d'approvisionnement (p. ex. installations de stockage, niveaux de stockage, délais de reconstitution des stocks) pour répondre à l'augmentation de la demande de produits frais et secs induite par les transferts;
- Recueillir des informations clés sur la présence et la capacité des détaillants qui pourraient satisfaire aux exigences standard du PAM en matière de passation de marchés pour la mise en œuvre modalité de transfert monétaire
- Formuler des recommandations, y compris sur :i) la faisabilité de la modalité de transfert monétaire pour les aliments frais; ii) la faisabilité d'un marché fondé sur la modalité de transfert monétaire; iii) les aspects à prendre en compte, en particulier en ce qui concerne la saisonnalité des produits frais et secs, qui pourraient éclairer la conception de la messagerie nutritionnelle et du modèle de mise en œuvre de la modalité de transcrire monétaire; iv) comment faire face aux goulots d'étranglement identifiés pour les commerçants afin de répondre à la demande accrue et renforcer les chaînes d'approvisionnement respectives.
- Cartographier et identifier les risques et l'impact sur les interventions du PAM
- Comprendre comme les marchés locaux et les détaillants/commerçants peuvent être renforcés.

4. Collecte des données

Du 12 au 26 janvier 2026, le PAM a mené une évaluation de la fonctionnalité des marchés à l'échelle nationale auprès de 1890 commerçants dans 126 marchés des 42 communes du Burundi. L'enquête a utilisé l'indice de fonctionnalité des marchés (IFM) comme principal outil d'évaluation de chaque marché.

5. Méthodologie

Le MFI fait partie du nouveau Business Process Model du PAM pour Cash-Based Transfers. Il s'agit d'un outil quantitatif qui a été conçu pour fournir un aperçu de la faisabilité d'interventions fondées sur le marché, mettant en évidence les risques associés et les domaines potentiels pour les initiatives de renforcement du marché. L'MFI dispose de deux modules d'évaluation du marché et des commerçants, à l'aide d'entretiens et d'observations.

L'outil couvre 9 (neuf) dimensions de la fonctionnalité du marché 1) Assortiment de biens essentiels (Nombre de produits/articles), 2) Disponibilité, 3) Prix, 4) Résilience des chaînes d'approvisionnement ; 5) Concurrence, 6) Infrastructure, 7) Services, 8) Qualité des aliments et 9) Accès et protection.

La collecte des données a été assurée par une maison de consultance externe sous la coordination et la supervision de l'équipe VAM du PAM. Une formation sur la méthodologie et l'utilisation des outils de collecte numérique a été effectuée par l'équipe VAM avant la collecte des données proprement dite.

La méthodologie du MFI a été utilisée conformément aux directives du PAM, de sorte qu'un échantillon de 15 commerçants par marché a été ciblé. L'échantillon comprend 2 grossistes, 3 détaillants par marché et cela est fait pour les céréales, les aliments autres que les céréales et les articles non alimentaires. Selon la taille du commerce, les commerçants comprenaient les petites entreprises, les moyennes entreprises et les grandes entreprises.

Fonction	Articles			Taille du Business		
	Céréales	Autres types de nourriture	Articles non alimentaires (NFI)	Petite	Moyenne	Grande
Détaillants	3	3	3	3	3	3
Grossistes	2	2	2		3	3
Total	5	5	5	3	6	6

Les données secondaires ont complété le travail sur le terrain, en particulier pour assurer l'analyse des tendances saisonnières et des prix alimentaires sur les marchés d'approvisionnement.

Au total, **126 marchés représentatifs dans 42 communes** seront visités. **1890 commerçants** ont été interviewés à l'aide du questionnaire élaboré par le PAM. 15 commerçants et 1 commissaire par marché ont été interrogés.

Comment le MFI est-il calculé et comment l'interpréter ?

Le calcul de l'Indice de Fonctionnalité des Marchés (MFI) se fait en agrégeant plusieurs indicateurs clés qui mesurent différents aspects de la performance et de l'accessibilité des marchés. Ces indicateurs incluent la disponibilité des produits de base, la stabilité des prix, l'accessibilité physique des marchés, la sécurité sur les lieux de vente, et la capacité des commerçants à répondre à la demande locale. Les données recueillies sur le terrain sont ensuite normalisées et transformées en scores individuels pour chaque indicateur, lesquels sont ensuite combinés pour générer un score global de fonctionnalité compris entre zéro (faible fonctionnalité) et dix (forte fonctionnalité) pour chaque marché évalué. Les scores **inférieurs à 2,3** indiquent une **fonctionnalité limitée** du marché et une **faible maturité pour les interventions en espèces**.

Ce score global permet de classer les marchés selon leur niveau de fonctionnalité, facilitant ainsi l'identification des interventions nécessaires pour améliorer leur performance et leur résilience face aux chocs externes.

6. Résultats

6.1. Situation globale des marchés du Burundi



Le graphique évalue la performance sur une échelle de **0 à 10**. Voici l'interprétation des scores par catégorie :

- **Points Forts (Scores élevés) :**
 - **Accès et protection (9.7) :** C'est le score le plus élevé. Il indique une excellente accessibilité physique et sécuritaire du marché pour les consommateurs.
 - **Compétition (8.4) :** Un bon niveau de concurrence suggère un marché dynamique avec plusieurs acteurs.
 - **Assortiment (8.4) & Disponibilité (8.8) :** Une grande variété de produits est disponible et les stocks semblent stables.
 - **Résilience (8.9) :** Le marché a une bonne capacité à absorber les chocs ou les interruptions de la chaîne d'approvisionnement.
- **Points Faibles (Scores bas) :**
 - **Prix (4.9) :** Un score faible ici indique souvent des prix élevés, instables ou peu abordables pour la population locale.
 - **Service (4.0) :** Les services fournis sur le marché (poids, mesures, services financiers) sont jugés insuffisants.

- **Qualité des aliments (3.9)** : La qualité sanitaire ou nutritionnelle des aliments vendus est un point de préoccupation majeur.
- **Infrastructure (5.5)** : Les installations physiques (stockage, routes, électricité) sont moyennes et pourraient être améliorées.

D'après ce graphique radar, les marchés analysés sont très **fonctionnels** en termes de logistique (disponibilité, assortiment, résilience) et de sécurité d'accès. Cependant, il présente des **faiblesses structurelles critiques** liées au coût de la vie (prix), à la qualité des produits alimentaires et à la qualité des services offerts.

Cette configuration est typique des marchés où les produits circulent bien, mais où les consommateurs peinent à se les offrir ou à accéder à des produits de haute qualité nutritionnelle.

6.1.1. Faisabilité des transferts monétaires : Les marchés sont techniquement mûrs pour des interventions monétaires. Avec des scores très élevés en Assortiment (8.4), Disponibilité (8.8) et Compétition (8.4), les marchés prouvent qu'ils peuvent répondre à une augmentation de la demande sans risque de rupture de stock immédiate.

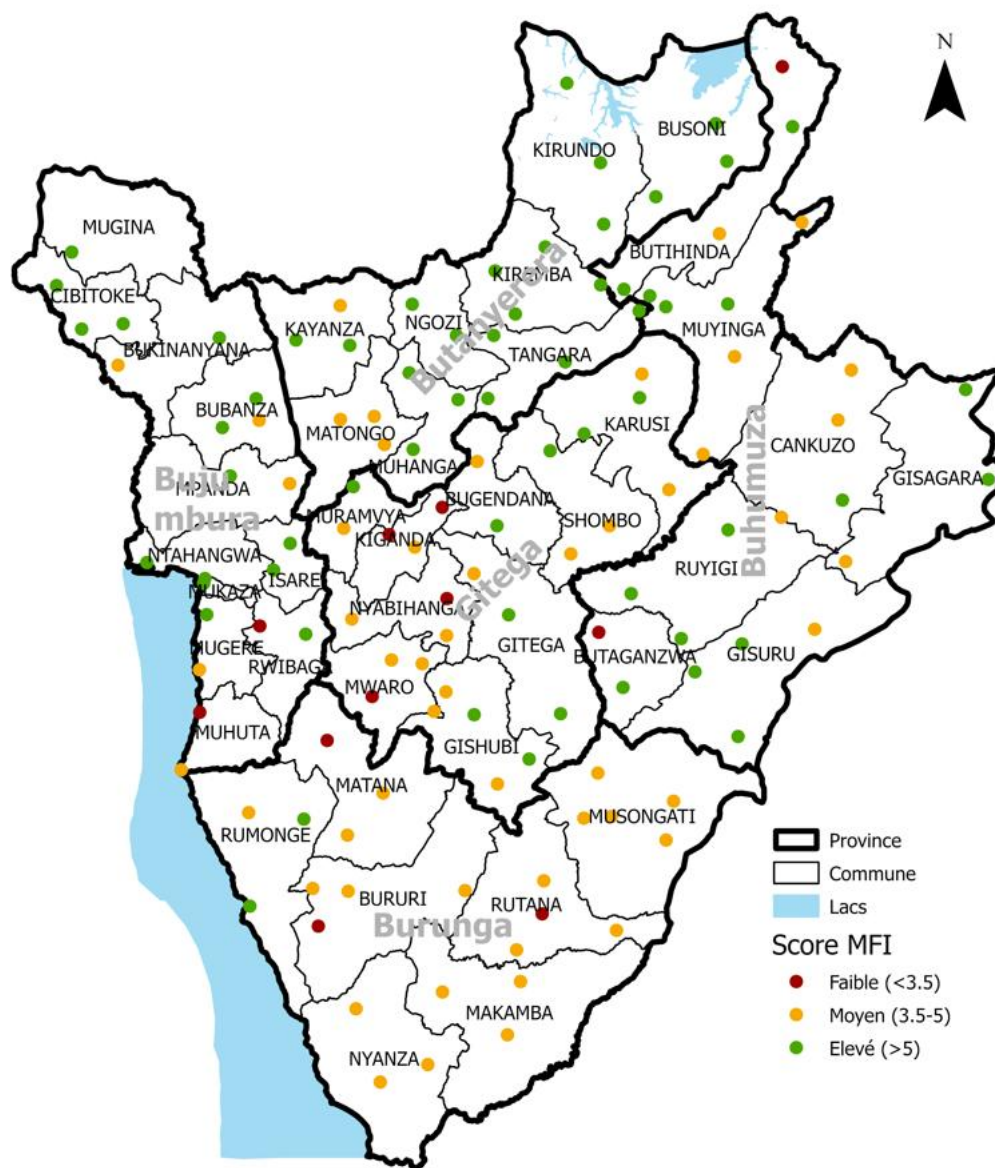
6.1.2. Le paradoxe de l'accessibilité : Il existe un contraste frappant entre l'Accès & Protection (9.7) et les Prix (4.9). Bien que les marchés soient accessibles, la volatilité et l'imprévisibilité des prix, compromettent la prise de décision économique, tant pour les consommateurs que pour les producteurs

6.1.3. Besoins de renforcement structurel : Le score moyen d'Infrastructure (5.5) suggère des faiblesses qui pourraient, à terme, faire baisser la Résilience (8.9) actuelle. Des investissements dans le stockage (chaîne du froid) et les infrastructures de transport sont essentiels pour réduire les pertes post-récolte et stabiliser les prix à long terme.

6.1.4. Urgence sur la qualité des aliments et la santé : Le score de la qualité des aliments (3.9) est alarmant, surtout face à une disponibilité élevée. Il est probable que les marchés soient inondés de produits de faible qualité nutritionnelle ou mal conservés. Des interventions sur les **normes d'hygiène** et la **diversification vers des produits frais et fortifiés** sont nécessaires pour éviter des crises de santé publique ou de malnutrition chronique.

6.2. Analyse spatiale de la fonctionnalité des marchés

Carte 1 : Score du MFI dans les 126 marchés analysés en janvier 2026



1. Analyse spatiale de la fonctionnalité des marchés

La fonctionnalité des marchés est hétérogène sur le territoire burundais :

- **Zones à Haute Fonctionnalité (Score > 5 - Vert) :** Ces zones sont principalement concentrées dans le **Nord** (Kirundo, Muyinga), l'**Est** (Cankuzo) et certaines parties de l'**Ouest** (Cibitoke). Dans ces communes, les marchés disposent généralement de stocks suffisants, d'une bonne diversité de produits et de chaînes d'approvisionnement résilientes.
- **Zones de Vulnérabilité (Score < 3.5 - Rouge) :** On observe des points critiques dans le **Sud** (Bururi, Rutana), le **Centre** (Gitega) et la périphérie de Bujumbura (Isare). Ces scores faibles signalent des dysfonctionnements majeurs : ruptures de stocks fréquentes, prix imprévisibles ou infrastructures de marché défaillantes.
- **Zones Intermédiaires (Score 3.5-5 - Orange) :** Une grande partie du centre et du sud-ouest (Mwaro, Muramvya) présente une fonctionnalité moyenne, indiquant des marchés fragiles qui pourraient basculer selon les chocs saisonniers ou économiques.

2. Interprétation des dynamiques régionales

- **Pôles de résilience au Nord :** La forte fonctionnalité dans la province de Butanyerera (Ngozi et Kirundo) et de la province de Buhumuza (Muyinga, Ruyigi et Cankuzo) peut s'expliquer par leur rôle historique de greniers agricoles et leur connexion aux réseaux routiers vers la Tanzanie via le poste frontière de Kobero où passe 70% à 80% des marchandises importées au Burundi (Stratégie Nationale en matière de Planification et de Gestion du Secteurs des Transports), facilitant les échanges transfrontaliers.
- **Fragilité au Sud et au Centre :** Les scores faibles des marchés de la province **Burunga** et une partie de la province de **Gitega** sont principalement dû aux contraintes d'accès physique, de qualité médiocre des produits vendus sur les marchés, au manque de services offerts (paiement électronique, électricité, etc), au nombre limité des produits/articles disponibles sur le marché, ou une volatilité des prix.

3. Conclusions et recommandations opérationnelles

Pour les acteurs humanitaires et gouvernementaux, cette carte dicte le mode d'assistance à privilégier :

Prioriser le Cash (Transferts monétaires) : Dans les zones **vertes** (ex : Kirundo, Muyinga, Cankuzo). Le marché y est capable de répondre à une augmentation soudaine de la demande sans provoquer d'inflation excessive.

- **Privilégier l'Aide en Nature (Distributions) :** Dans les zones **rouges** (ex : communes de Bururi et Gitega). Injecter de l'argent ici risquerait de faire flamber les prix car l'offre locale est insuffisante ou trop instable.
- **Investissements Structurels :** Dans les zones **orange**, il est crucial de renforcer les infrastructures de stockage et de transport pour stabiliser les prix et améliorer les services de marché.

6.3. Analyse globale des 9 dimensions du MFI

Province	Commune	Assortiment	Disponibilité	Prix	Résilience	Compétition	Infrastructure	Service	Qualité	Accès et Protection	MFI
Buhumuza	Butaganzwa	6	10	6	10	6	3	3	2	10	4
Buhumuza	Butihinda	9	9	5	8	8	5	4	2	9	4
Buhumuza	Cankuzo	7	10	7	9	10	4	2	6	10	5
Buhumuza	Gisagara	7	9	4	8	10	4	4	6	10	5
Buhumuza	Muyinga	9	10	6	9	9	6	4	4	9	6
Buhumuza	Nyabitsinda	9	9	5	9	5	6	3	5	10	5
Buhumuza	Ruyigi	8	10	5	9	7	5	3	6	10	5
Bujumbura	Bubanza	9	10	4	10	8	8	4	5	10	6
Bujumbura	Bukinanyana	9	10	7	10	8	6	3	5	10	6
Bujumbura	Cibitoke	9	10	5	9	7	7	4	4	10	6
Bujumbura	Isare	8	10	5	8	8	8	3	5	10	5
Bujumbura	Mpanda	9	10	4	10	8	7	4	3	10	5
Bujumbura	Mugere	7	8	4	9	7	8	3	8	10	5
Bujumbura	Mugina	8	10	5	10	4	8	5	6	10	6
Bujumbura	Muha	7	10	4	9	8	10	5	6	10	6
Bujumbura	Muhuta	8	3	4	9	10	3	5	3	8	4
Bujumbura	Mukaza	7	10	3	8	10	9	5	4	10	5
Bujumbura	Ntahangwa	8	10	5	9	9	9	4	4	10	6
Bujumbura	Rwibaga	9	10	4	8	8	5	4	1	10	4
Burunga	Bururi	7	6	5	9	9	1	4	2	9	4
Burunga	Makamba	8	6	5	9	8	2	5	3	10	4
Burunga	Matana	7	6	6	9	8	5	3	3	10	4
Burunga	Musongati	8	5	5	9	8	2	5	2	9	4
Burunga	Nyanza	9	5	5	10	10	2	5	3	10	4
Burunga	Rumonge	7	4	4	9	10	3	5	5	10	5
Burunga	Rutana	9	5	5	8	9	1	5	3	10	4
Butanyerera	Busoni	10	10	4	10	10	6	5	4	10	5
Butanyerera	Kayanza	9	10	3	10	8	8	5	5	10	5
Butanyerera	Kiremba	10	10	3	10	10	7	4	4	10	5
Butanyerera	Kirundo	10	10	4	10	10	9	5	5	10	6
Butanyerera	Matongo	8	10	4	10	8	7	2	4	9	5
Butanyerera	Muhanga	10	10	4	10	10	7	5	5	10	6
Butanyerera	Ngozi	10	10	4	9	10	10	5	7	10	6
Butanyerera	Tangara	9	10	3	10	10	7	5	4	10	5
Gitega	Bugendana	9	10	6	8	8	8	3	3	10	5
Gitega	Gishubi	7	9	6	8	7	6	4	7	10	5
Gitega	Gitega	9	10	4	9	9	7	4	5	10	6
Gitega	Karusi	9	10	8	8	9	6	5	3	10	5
Gitega	Kiganda	9	10	5	9	8	3	3	1	9	4
Gitega	Muramvya	9	10	6	8	9	5	3	3	9	4
Gitega	Mwaro	8	9	6	8	6	6	1	5	10	4
Gitega	Nyabilhanga	7	10	5	8	6	3	2	4	10	4
Gitega	Shombo	9	10	6	8	8	7	3	4	9	5
Total	Grand Total	8	9	5	9	8	5	4	4	10	5

1. Interprétation Géographique

Le tableau révèle une stabilité relative entre les provinces, mais des nuances locales :

- Province de Butanyerera (Nord) :** Présente une performance solide avec plusieurs communes (Busoni, Kiremba, Kirundo) affichant des scores de **10** en Assortiment, Disponibilité et Compétition. Cela s'explique par sa position de grenier agricole et sa connexion commerciale avec la Tanzanie.
- Province de Burunga (Sud) :** Semble avoir les infrastructures les plus fragiles, avec des scores de **1** ou **2** dans plusieurs communes (Bururi, Rutana, Nyanza), indiquant un besoin urgent de rénovation des places de marché.

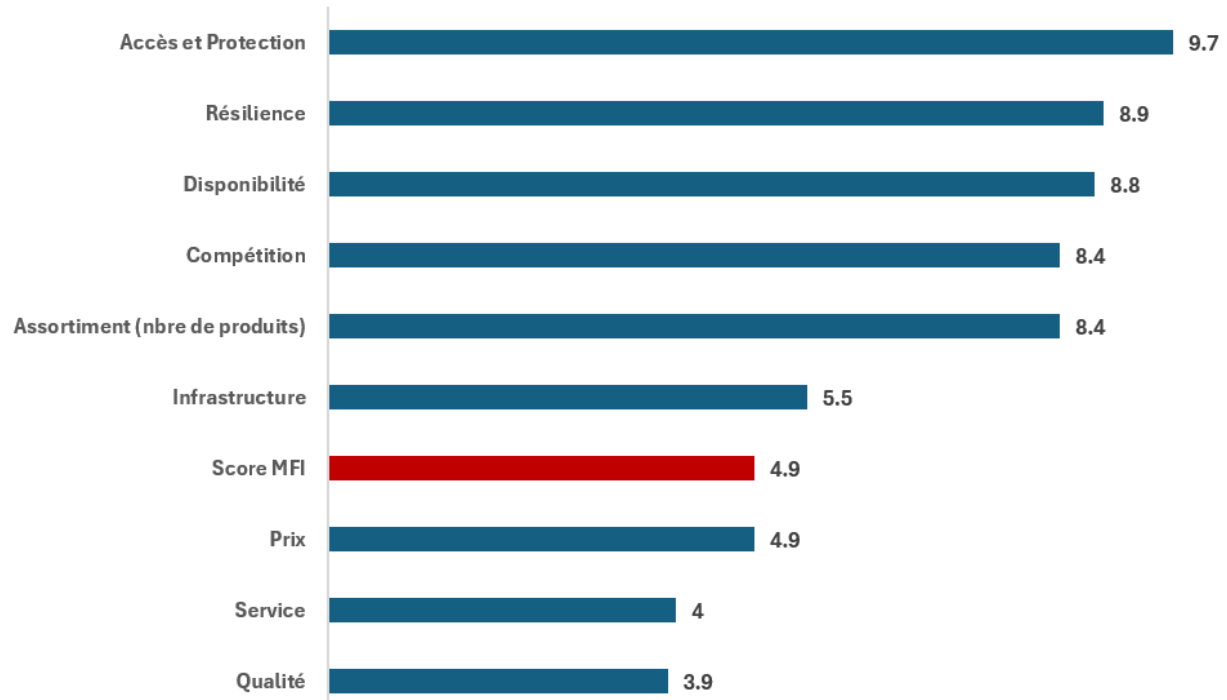
- **Province de Bujumbura (Ouest) :** Les communes urbaines comme **Mukaza** ou **Ntahangwa** ont des scores de service et d'infrastructure plus élevés que la moyenne rurale, reflétant la concentration des ressources en zone économique.

2. Conclusions et Recommandations

Le **Score MFI Global de 5** (Grand Total) indique un marché globalement fonctionnel mais nécessitant une vigilance particulière.

- **Faisabilité du Cash (Transferts Monétaires) : Oui.** Le score de 5, combiné à une disponibilité et une résilience élevée (9), confirme que les marchés peuvent absorber une demande supplémentaire. L'aide monétaire est donc préférable aux distributions physiques de nourriture.
- **Action Prioritaire :** Les interventions doivent se concentrer sur l'amélioration de la **Qualité** et des **Infrastructures**. Des programmes de formation sur l'hygiène pour les commerçants et des investissements dans le stockage amélioreraient durablement la fonctionnalité.
- **Suivi des Prix :** Étant donné le score modéré de 5 pour les prix, un monitoring mensuel est nécessaire pour s'assurer que l'aide monétaire ne déclenche pas une inflation locale préjudiciable aux plus vulnérables.

6.3.1 Score par dimension MFI



6.3.1.1. Accès et protection

Les problèmes d'accès et de protection réduisent considérablement le fonctionnement du marché pour certains groupes de personnes (clients et commerçants). Ces dysfonctionnements peuvent être de courte ou de longue durée. Dans ce dernier cas, les marchés s'adaptent généralement aux nouvelles circonstances et parviennent à fonctionner, même si cela engendre une forte inefficacité.

Les marchés étant les lieux physiques où s'effectuent les échanges entre acheteurs et vendeurs, un accès sécurisé à ces lieux est essentiel à leur bon fonctionnement. Cet accès peut être décomposé en deux composantes : l'accès et la protection, évalués par ordre de gravité croissante.

L'accès physique est généralement garanti, mais dans de nombreux cas, les marchés se situent dans des zones reculées, loin des grands axes routiers. Cela a des conséquences pour les clients, qui peuvent être contraints de parcourir de longues distances pour s'y rendre ou d'attendre les marchés hebdomadaires les plus proches.

Les problèmes de protection peuvent également limiter l'accès au marché, tant pour les clients que pour les commerçants. Il peut exister des barrières sociales pour les groupes marginalisés les

ménages des Batwa par exemple), mais aussi des menaces physiques pour les personnes vulnérables (femmes et filles) ou même des violences ciblées. Dans le pire des cas, le marché tout entier peut être détruit ou gravement affecté par des actes de violence.

L'accessibilité physique et sécuritaire des marchés demeure un indicateur déterminant pour garantir la continuité des échanges et l'approvisionnement des ménages. Les données collectées révèlent une performance sectorielle robuste, avec un score moyen de 9,7 sur 10 pour la dimension « Accès et Protection ». Ce résultat suggère que, dans l'ensemble, les circuits commerciaux ne font pas face à des entraves structurelles majeures susceptibles d'interrompre les flux de marchandises ou de mettre en péril l'intégrité des acteurs des marchés.

Toutefois, une analyse désagrégée par zone géographique met en exergue des disparités territoriales. 33 communes sur 42 affichent une fonctionnalité optimale avec un score MFI de 10, huit (8) communes avec un score de 9 et une commune (Muhuta) avec un score de 8. Les difficultés d'accès saisonnier ainsi l'éloignement des marchés au réseau routier principal ayant été cités parmi les contraintes d'accès et de protection. Cette performance générale témoigne de la résilience des infrastructures locales et de l'efficacité des mécanismes de protection, facilitant une interaction fluide entre l'offre et la demande. Ces zones présentent ainsi des conditions favorables à des interventions basées sur le transfert monétaire (cash), l'accès physique pour les bénéficiaires y étant pleinement garanti.

- **5 %** des marchés signalent des problèmes d'accès saisonniers (6 marchés sur 126 au total).
- **2 %** des marchés signalent des problèmes d'accès dus aux catastrophes naturelles (2 marchés sur 126 au total).
- **12 %** des marchés sont difficiles d'accès car éloignés du réseau routier principal (15 marchés sur 126 au total).

Certaines considérations contextuelles et spécifiques sont à noter :

- **Autour des sites de réfugiés** (Busuma/Ruyigi, Musenyi/Rutana, Kavumu/Cankuzo, Kinama & Musasa/Muyinga), la présence d'une demande exogène et spontanée liée à l'afflux de ménages réfugiés exerce une pression ponctuelle sur les marchés locaux. Dans ces zones, une coordination étroite avec les autorités locales et les acteurs humanitaires demeure essentielle pour sécuriser les flux, prévenir les tensions d'accès et garantir une gestion appropriée des mouvements de population et des bénéficiaires.
- L'accessibilité interne demeure globalement bonne. Toutefois, dans les zones frontalières au Nord et à l'Ouest du pays, des **restrictions transfrontalières** mises en place de manière rapide ont entraîné des ajustements non anticipés des circuits d'approvisionnement et d'écoulement. Ces changements peuvent perturber les équilibres usuels de l'offre et de la demande et accroître la sensibilité des marchés locaux en cas de nouvelles contraintes logistiques.

6.3.1.2. Résilience

La **résilience** d'une chaîne d'approvisionnement se mesure par sa **capacité à réagir** face aux crises et par sa **vulnérabilité** aux chocs. Une chaîne résiliente est cruciale car elle garantit l'accès continu des populations aux biens essentiels, même en cas de perturbations majeures.

La résilience des chaînes d'approvisionnement : un prérequis aux transferts monétaires

La stabilité des marchés dépend directement de la résilience des chaînes d'approvisionnement. Celle-ci se mesure par leur **faible vulnérabilité** aux chocs, leur **réactivité** et leur capacité à **s'ajuster rapidement** face aux crises.

Dans les contextes d'intervention du PAM, la fiabilité de ces circuits est une préoccupation majeure avant tout déploiement de **transferts monétaires (CBT)**. En effet, ces interventions augmentent la demande locale et exercent une pression supplémentaire sur des systèmes logistiques parfois fragiles, rendant leur analyse préalable indispensable.

Niveau élevé de résilience : L'évaluation de la fonctionnalité des marchés au Burundi met en exergue un **score de résilience moyen de 9/10**, témoignant d'une solidité structurelle des chaînes d'approvisionnement communales. Cette résilience est particulièrement homogène dans les provinces du Nord et de l'Ouest, où plusieurs communes atteignent la note maximale de 10, garantissant ainsi un accès continu aux biens essentiels pour les populations. Si quelques localités affichent un score légèrement en retrait (8/10), la dynamique d'ensemble suggère que les marchés burundais disposent de mécanismes d'adaptation efficaces face aux instabilités macroéconomiques, bien que le renforcement des infrastructures logistiques dans les zones les moins performantes reste une priorité pour consolider durablement la sécurité alimentaire nationale.

Points d'attention observés dans les marchés

- **38 %** des marchés signalent un nombre limité de commerçants pour les **aliments autres que les céréales** (48 marchés).
- **32 %** des marchés signalent un nombre limité de commerçants pour les **céréales** (40 marchés).
- **14 %** des marchés rapportent une faible diversité de commerçants pour les **NFI** (18 marchés).

Ces limites témoignent d'une **diversification incomplète** de l'offre dans certains segments, ce qui peut réduire la flexibilité des marchés en cas de choc ou de hausse rapide de la demande.

Pressions logistiques : implications pour la résilience

Plusieurs pressions externes continuent de tester la capacité d'ajustement des chaînes d'approvisionnement :

- La **dépendance accrue aux axes d’approvisionnement via la Tanzanie**, dans un contexte de dépréciation du BIF vis-à-vis du TZS, justifie un **suivi attentif** des coûts et délais logistiques.
- Dans les **zones frontalières au Nord et à l’Ouest**, des restrictions transfrontalières — parfois mises en place rapidement — ont entraîné des ajustements non anticipés dans l’organisation des flux commerciaux.
- La **tension persistante sur l’approvisionnement en carburant** peut allonger les cycles de réapprovisionnement et limiter temporairement la diversification des fournisseurs.

Ces dynamiques ne compromettent pas la résilience structurelle observée, mais elles soulignent la nécessité de maintenir un **monitoring régulier** afin d’anticiper les effets potentiels de nouvelles perturbations logistiques.

6.3.1.3. Disponibilité

La dimension de **disponibilité** évalue si certains produits sont rares ou susceptibles de devenir plus rares à court terme. Pour qu'un marché remplisse son rôle vital, il ne suffit pas qu'il soit ouvert ; les produits essentiels doivent y être réellement accessibles. Cette **disponibilité physique** dépend d'un circuit d'approvisionnement global mêlant production locale, importations, stocks de réserve et, si nécessaire, aide humanitaire.

Toutefois, la quantité seule ne garantit pas la sécurité. Un stock n'est « suffisant » que s'il est calibré sur la **réalité humaine** : le nombre de personnes à nourrir et leurs habitudes alimentaires spécifiques. En somme, une tonne de riz n'a de valeur que si elle correspond aux besoins réels et à la culture des familles qu'elle est censée soutenir.

L'évaluation de la **disponibilité** des articles essentiels sur les marchés enquêtés affiche une performance globale robuste avec un score moyen national de **8,8 sur 10**. Une majorité de communes (environ 70%) présente une **disponibilité optimale (score de 10)**, indiquant un approvisionnement stable et une capacité des marchés à répondre à la demande locale immédiate. Néanmoins, l'analyse met en exergue des **vulnérabilités localisées** majeures, particulièrement dans la commune de **Muhuta (2,5)**, ainsi que dans les zones de **Rumonge (4,5)**, **Musongati (4,7)** et **Rutana (4,8)**. Ces scores critiques suggèrent des ruptures de stock sévères ou des contraintes structurelles d'accès aux marchés qui pourraient entraver la mise en œuvre de programmes de transferts monétaires. Une surveillance accrue et une analyse des goulots d'étranglement logistiques dans ces zones de faible score sont recommandées pour garantir la sécurité alimentaire des ménages dépendants des marchés.

- **6 %** des marchés signalent être en rupture d'autres aliments (8 marchés).
- La saisonnalité (soudure en avril–mai et octobre–décembre) concentre les risques de pénurie relative, particulièrement pour les produits frais.
- Fermetures de frontières et dépréciation BIF/TZS peuvent réduire la fluidité d’approvisionnement transfrontalier, surtout dans les zones frontalières du Nord/Est/Ouest.

- Le déficit hydrique au Nord a affecté la saison 2026A ; des disponibilités plus faibles ou plus tardives sont plausibles autour des récoltes de mars 2026.

- **4 %** des marchés signalent être en rupture de céréales (5 marchés).
- **10 %** des marchés signalent une pénurie d'autres aliments (13 marchés).
- **10 %** des marchés signalent une pénurie de céréales (12 marchés).
- **2 %** des marchés signalent une pénurie de NFI (2 marchés).

6.3.1.4. Compétition (Concurrence)

La dimension **compétition** évalue si le nombre d'acteurs du marché et la répartition du pouvoir entre eux garantissent un **niveau de concurrence** raisonnable. La concurrence est **essentielle au bon fonctionnement** d'un marché car elle incite les fournisseurs à améliorer leur efficacité et fait baisser les prix, au bénéfice du consommateur final.

Un marché fonctionne bien quand la concurrence est réelle. Cela signifie qu'il y a assez de commerçants pour qu'aucun ne puisse imposer sa loi aux autres. Cette diversité évite que quelques vendeurs ne s'entendent pour augmenter les prix artificiellement, surtout quand on donne de l'argent aux populations, ce qui permet de garantir que l'aide profite vraiment aux familles et non aux commerçants les plus puissants.

- Suivi dédié des niveaux de concurrence recommandé ; au besoin, appui à l'entrée de nouveaux opérateurs pour préserver le pouvoir de négociation des ménages.
- La demande augmente rapidement autour des sites de réfugiés (Busuma, Musenyi, Kavumu, Kinama/Musasa). À court terme, risque de positions dominantes si l'entrée de nouveaux détaillants est lente.

L'analyse de la dimension « **compétition** » du Market Functionality Index (MFI) pour ces communes du Burundi révèle une dynamique de marché globalement robuste, avec une moyenne nationale de **8/10**. Une proportion significative de communes, telles que **Cankuzo, Gisagara, Nyanza, Rumonge, Busoni, Kiremba, Kirundo, Muhanga, Ngozi et Tangara**, affiche un score maximal de **10**, témoignant d'une saine concurrence entre commerçants, essentielle pour garantir des prix équitables et un accès diversifié aux biens de première nécessité pour les populations vulnérables. Toutefois, les disparités observées soulignent des zones de fragilité persistante, particulièrement à **Mugina (4)** et **Nyabitsinda (5)**, où la faible densité d'acteurs économiques pourrait limiter le pouvoir de négociation des ménages et accroître les risques de monopole. Dans une perspective humanitaire, ces résultats préconisent un renforcement des capacités des marchés locaux dans les zones à faible score afin de sécuriser les interventions basées sur les transferts monétaires et d'améliorer la résilience alimentaire des communautés les plus isolées.

- **17 %** des marchés ont moins de 5 commerçants vendant des NFI (22 marchés).
- **14 %** des marchés ont moins de 5 commerçants vendant d'autres aliments (18 marchés).
- **6 %** des marchés ont moins de 5 commerçants vendant des céréales (8 marchés).

- **10 %** des marchés ont 1 seul commerçant contrôlant les NFI (13 marchés).
- **4 %** des marchés ont 1 seul commerçant contrôlant d'autres aliments (5 marchés).
- **1 %** des marchés a 1 seul commerçant contrôlant les céréales (1 marché).

6.3.1.5. Assortiment (Diversité des produits)

La dimension « **assortiment de biens essentiels** » indique quelles catégories de biens permettant de répondre aux besoins essentiels peuvent être achetées sur un marché et quel est le niveau de choix offert.

Les besoins essentiels désignent ce dont les ménages ont besoin pour garantir un niveau de vie minimal sans avoir recours à des mécanismes de défense négatifs ni compromettre leur santé, leur dignité ou leurs moyens de subsistance vitaux. Il s'agit à la fois de biens et de services tels que l'alimentation, le logement, les articles ménagers de base, l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène, ou les soins de santé. Dans le cadre de l'IMF, nous nous concentrons sur les biens essentiels, en ignorant les services ; et parmi ceux-ci, seuls les biens essentiels que les ménages acquièrent sur le marché sont pris en compte. Le fait de passer d'une attention particulière à quelques produits spécifiques à l'ensemble des biens essentiels disponibles sur le marché reflète le passage de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire, où le recours massif aux transferts monétaires permet aux bénéficiaires de répondre à un ensemble de besoins.

a. Analyse Globale

- **Moyenne générale** : Le score "Grand Total" de **8/10** indique que, dans l'ensemble, l'assortiment est **très satisfaisant**. Les marchés parviennent à proposer une grande partie des catégories de produits attendues.
- **Performance homogène** : La majorité des communes se situent entre 7 et 10, ce qui montre une offre commerciale relativement stable sur l'ensemble de la zone couverte.

b. Zones de Haute Performance (Score de 10)

Les communes de la province de Butanyerera (Nord) comme **Busoni, Kiremba, Kirundo, Muhanga** et **Ngozi** affichent un score parfait de **10/10**.

- **Interprétation** : Sur ces marchés, la diversité des produits est maximale. Les consommateurs ont accès à un large éventail d'articles (alimentaires et non-alimentaires), ce qui est idéal pour la mise en œuvre de **transferts monétaires**, car le choix est vaste.

c. Zones de Performance Solide (Score de 9)

De nombreuses communes (ex: **Muyinga, Cibitoke, Kayanza, Gitega**) obtiennent un **9/10**.

- **Interprétation** : L'offre y est robuste. Seul un petit nombre d'articles spécialisés ou moins courants pourrait manquer par moments, mais la fonctionnalité reste excellente.

d. Zones de Vigilance (Score de 6 à 7)

- La saisonnalité explique une variété plus large en périodes de récoltes (janv.–mars ; juin–sept.) et un choix restreint en soudure (avril–mai ; oct.–déc.).
 - Sous contrainte carburant et avec des arbitrages transfrontaliers limités, certains marchés frontaliers peuvent voir un resserrement temporaire de la diversité (notamment périssables).
- Les scores les plus bas se trouvent à **Butaganzwa (6)**, ainsi que dans des communes comme **Gisagara, Mugere, Muha, Mukaza et Rumonge (7)**.

- **Interprétation :** Bien que ces scores soient encore acceptables, ils indiquent une **gamme de produits plus restreinte**. Les marchés y sont moins diversifiés, ce qui peut limiter le choix des bénéficiaires ou indiquer des circuits d'approvisionnement plus fragiles pour certains articles spécifiques.

Conclusion Opérationnelle

Les marchés présentent une **excellente base pour des interventions basées sur le cash**. La diversité des produits (assortiment) est suffisante pour répondre aux besoins variés des populations sans risque majeur de pénurie sur des catégories spécifiques de produits/articles.

- **22 %** des marchés signalent des problèmes d'assortiment avec les articles non alimentaires (NFI) liés à la santé (28 marchés).
- **9 %** des marchés signalent des problèmes d'assortiment avec les NFI liés à la communication (11 marchés).
- **6 %** des marchés signalent des problèmes d'assortiment avec les NFI liés à l'abri (8 marchés).
- **5 %** des marchés signalent des problèmes d'assortiment avec les NFI liés à l'éducation (6 marchés).

6.3.1.6. Infrastructure

La dimension « infrastructure » évalue le type et l'état des structures physiques qui accueillent les commerces, ainsi que, par exemple, les réseaux d'assainissement, d'électricité ou de communication. Des infrastructures adéquates contribuent au bon fonctionnement du marché et peuvent être interprétées comme un indicateur de différents aspects de son efficacité.

L'infrastructure physique où s'effectuent les échanges de marchandises – des chariots et unités mobiles aux bâtiments en béton – est un facteur qui influence le comportement des acheteurs et des vendeurs. Une structure commerciale plus permanente garantit non seulement une présence plus fiable du détaillant sur le marché, mais augmente également ses chances de résister à une catastrophe naturelle et de rester opérationnelle par la suite.

a. Constat Global : Une infrastructure fragile

- **Moyenne générale (Grand Total) : 5/10.** C'est un score **moyen**, voire médiocre pour une opération humanitaire. Cela indique que les infrastructures de marché dans la zone globale présentent des lacunes significatives qui peuvent entraver le commerce.

b. Les Zones Critiques (Scores de 1 à 3)

Plusieurs communes présentent des scores alarmants :

- **Bururi et Rutana (1/10) :** Infrastructures quasi inexistantes ou totalement inadaptées.
- Prioriser, là où nécessaire, des appuis légers (abris, stockage, énergie) pour soutenir la capacité des détaillants à absorber des pics de demande.
- La crise de carburant renchérit l'acheminement et pénalise le stockage (chaîne du froid) ; ces contraintes accentuent des fragilités déjà observées dans plusieurs communes à bas scores d'infrastructure.
 - **Makamba, Musongati, Nyanza (2/10) :** État de délabrement avancé.
 - **Butaganzwa, Muhuta, Rumonge, Kiganda, Nyabihanga (3/10) :** Très faible niveau d'équipement.
 - **Interprétation :** Dans ces zones, le stockage sécurisé est difficile, l'exposition aux intempéries est forte et l'accès logistique est probablement compliqué. Les transferts monétaires y sont **risqués** car le marché pourrait ne pas absorber une hausse de la demande sans dommages pour les produits (pertes post-récolte, hygiène précaire).

c. Les Zones de Performance Correcte (Scores de 8 à 10)

Certaines communes se distinguent par des infrastructures solides :

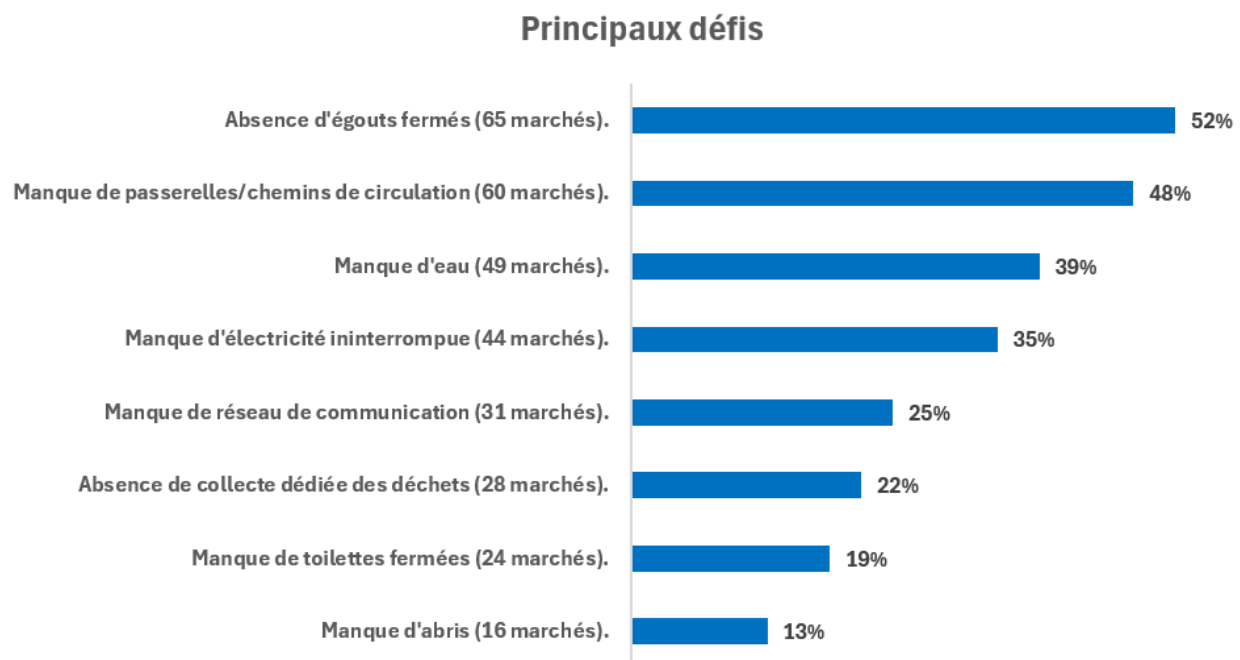
- **Muha et Ngozi (10/10) :** Infrastructures optimales.
- **Mukaza, Ntahangwa, Kirundo (9/10) :** Très bon niveau d'équipement.
- **Bubanza, Isare, Mugere, Mugina, Kayanza, Bugendana (8/10) :** Bonnes conditions de marché.
- **Interprétation :** Ces zones sont les plus propices aux **interventions basées sur le cash**. Les commerçants disposent des structures nécessaires pour stocker de plus gros volumes et accueillir les clients dans de bonnes conditions.

d. Disparités Régionales

On observe un contraste frappant entre les zones urbaines ou pôles commerciaux (comme Muha/Ngozi à 10) et les zones rurales reculées (comme Bururi/Rutana à 1). Cette fracture infrastructurelle impose des **modalités d'assistance différenciées**.

Conclusion Opérationnelle

Le score global de **5/10** suggère qu'avant de lancer des transferts monétaires à grande échelle, des **investissements ou des réhabilitations d'urgence** (ex: construction d'abris, amélioration du stockage) pourraient être nécessaires dans près de la moitié des communes pour éviter des ruptures de chaîne ou une dégradation de la qualité des biens.



6.3.1.7. Prix

La dimension « prix » évalue les tendances et la volatilité des prix. Une hausse des prix et une volatilité excessive indiquent un dysfonctionnement du marché.

Des prix abordables, stables et prévisibles sont essentiels au bon fonctionnement des marchés. C'est seulement lorsque les biens sont échangés à des prix abordables que les marchés offrent aux ménages pauvres un accès non seulement physique, mais aussi économique, aux biens essentiels. Des prix élevés peuvent nuire à la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, qui consacrent généralement une part importante de leurs revenus à l'alimentation. La volatilité et l'imprévisibilité des prix, quant à elles, compromettent la prise de décision économique, tant pour les consommateurs que, plus encore, pour les producteurs. Ces derniers sont souvent confrontés à d'importantes fluctuations de revenus sans disposer de mécanismes de protection tels que le crédit

ou l'assurance, ce qui met en péril leurs activités productives et les incite à reporter leurs décisions d'investissement.

a. Constat Global: Une performance mediocre

- **Moyenne générale (Grand Total) : 5/10.** Ce score est **préoccupant**. Il indique que la dimension "Prix" est l'un des maillons faibles de la fonctionnalité de ces marchés. Les prix y sont probablement volatils, élevés par rapport au pouvoir d'achat, ou peu transparents.
- **Des aspects critiques contextuels** à prendre en considération pour cette dimension :
 - Perturbations des échanges transfrontaliers (décisions intempestives de restriction de mouvements de biens et personnes ex. marchés du nord et ouest) limitent les arbitrages habituels entre marchés et accroissent la volatilité ; pics attendus en périodes de soudure.
 - Dynamisme traditionnel de l'approvisionnement des marchés transfrontaliers perturbé par la dépréciation de la monnaie locale vis-à-vis du shilling tanzanien : importations tanzaniennes plus coûteuses et risque d'exportation de la production locale vers la Tanzanie poussant aux mécanismes de contrôle et régulations administratives échanges transfrontaliers ;
 - Approvisionnement en carburant incertain: Accroissement des coûts de transports suivi de disparités importantes de prix entre les zones de production et de consommation, surtout sur les périssables (fruits, légumes, tubercules).

b. Analyse par zones de performance

- **Zone de vulnérabilité extrême (Scores de 3) :**
 - **Communes** : Mukaza, Kayanza, Kiremba, Tangara.
 - **Interprétation** : Dans ces zones, le marché est en difficulté critique sur le plan des prix. On peut y craindre une inflation forte, une spéculation importante ou une instabilité qui rend les **transferts monétaires très risqués** (risque de dévaluation rapide de l'aide reçue par les bénéficiaires).
- **Zone de faible performance (Scores de 4) :**
 - **Communes** : Gisagara, Bubanza, Mpanda, Mugere, Muha, Muhuta, Rwibaga, Rumonge, Busoni, Kirundo, Matongo, Muhanga, Ngozi, Gitega.
 - **Interprétation** : La situation est fragile. Les mécanismes de marché ne parviennent pas à stabiliser les prix. Une surveillance étroite est nécessaire avant toute intervention.
- **Zone de performance moyenne à satisfaisante (Scores de 5 à 8) :**
 - **Communes de tête** : Karusi (8), Cankuzo (7), Bukinanyana (7).
 - **Interprétation** : Ce sont les rares zones où les prix montrent une certaine résilience ou stabilité. Karusi est la commune la mieux notée, suggérant un marché plus protecteur pour le consommateur final.

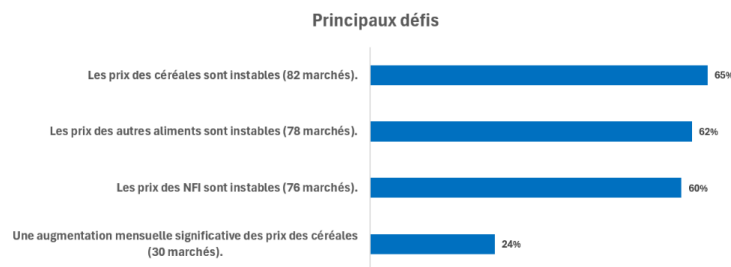
c. Implications opérationnelles

Un score global de **5/10** pour les prix suggère plusieurs risques pour des programmes humanitaires :

- **Risque d'inflation** : L'injection de cash pourrait faire grimper les prix déjà instables.
- **Perte de pouvoir d'achat** : Si les prix ne sont pas maîtrisés, la valeur réelle de l'assistance distribuée diminue rapidement.
- **Besoin de suivi** : Un mécanisme de suivi des prix (Market Monitoring) doit être mis en place de façon hebdomadaire, particulièrement dans les zones notées 3 et 4.

Conclusion

La dimension "Prix" est actuellement un **frein à la pleine efficacité des marchés**. Alors que l'assortiment était bon (8/10), le fait que les prix soient mal notés indique que les produits sont présents, mais à des conditions financières difficiles pour la population.



6.3.1.8. Service

La dimension « **service** » prend en compte le service fourni pendant les achats ainsi qu'au moment du passage en caisse. Le niveau de service est directement ou indirectement lié à différentes caractéristiques d'un marché performant, telles que la transparence, la concurrence ou la fiabilité.

Plus le marché est concurrentiel, plus les détaillants sont incités à offrir le meilleur rapport qualité-prix à leurs clients ; sinon, ces derniers risquent d'aller voir ailleurs. Inversement, un assortiment adapté aux préférences locales, des prix justes, des produits de qualité et, surtout, un service irréprochable sont autant de signes d'un marché performant. Un détaillant qui présente ses produits de manière à faciliter le choix, qui veille à ce que les clients n'aient pas à faire la queue en caisse ou qui propose l'achat à distance bénéficie d'un avantage concurrentiel certain.

De plus, des détails témoignant d'un bon service, tels que des étiquettes de prix visibles ou des reçus détaillés automatiques, contribuent à la transparence d'un marché, un aspect fondamental de son fonctionnement.

a. Analyse Globale: Un service moyen

- **Moyenne générale (Grand Total) : 4/10.** Ce score global est **faible**. Il indique que, dans la majorité des communes, les services offerts par les commerçants ne répondent pas aux standards optimaux de fonctionnalité du marché. Cela peut traduire un manque de professionnalisme, de longs temps d'attente ou une absence de services de soutien aux consommateurs.

b. Zones de Fragilité Critique (Scores de 1 à 2)

Certaines zones affichent des niveaux de service très bas :

- **Mwaro (1/10) :** C'est le score le plus bas du tableau, indiquant un service quasi inexistant ou de très mauvaise qualité.
- **Cankuzo, Matongo, Nyabihanga (2/10) :** Ces communes présentent également des lacunes majeures.
- **Interprétation :** Sur ces marchés, l'expérience d'achat est dégradée – les conditions d'achats normales ne sont pas réunies. Pour des programmes de transferts monétaires, cela peut poser des problèmes de dignité pour les bénéficiaires ou de sécurité lors des transactions.

c. Zones de Performance Satisfaisante (Score de 5)

À l'inverse, plusieurs communes atteignent un score de **5/10**, ce qui est le maximum observé dans ce tableau :

- **Mugina, Muha, Muhuta, Mukaza, Makamba, Musongati, Nyanza, Rumonge, Rutana, Busoni, Kayanza, Muhanga, Ngozi, Tangara, Karusi.**
- **Interprétation :** Bien que ce score ne soit que de la moitié du maximum théorique (10), ces communes sont les plus fonctionnelles de la liste en termes de service. Les commerçants y sont plus réactifs et mieux organisés qu'ailleurs.

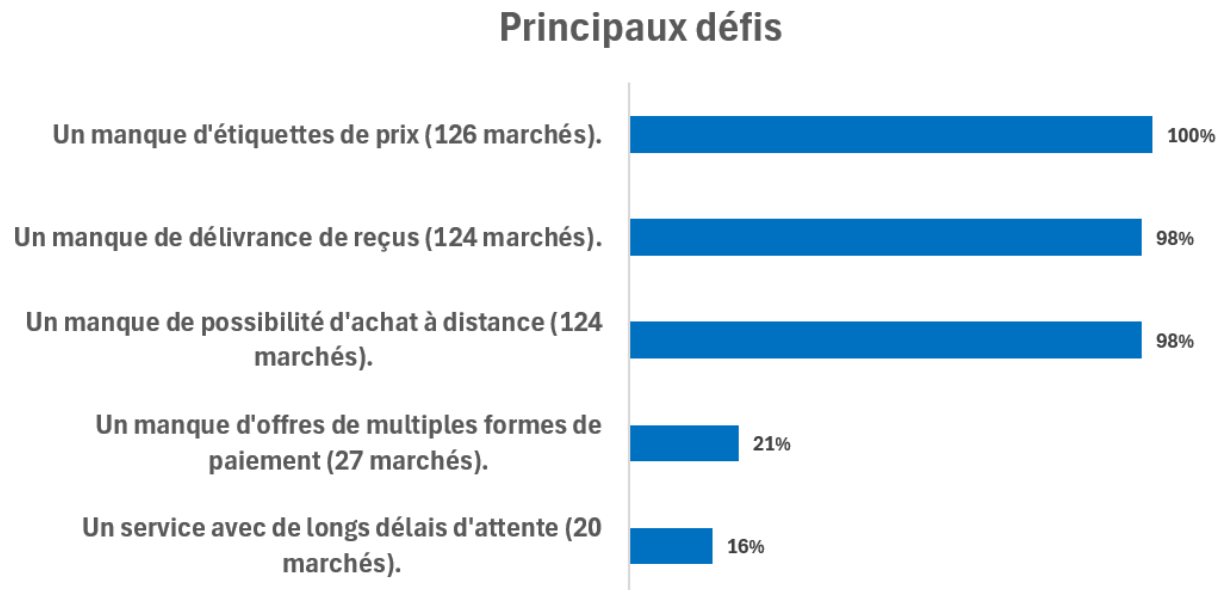
d. Zones Intermédiaires (Scores de 3 à 4)

- **Scores de 3 ou 4 :** La majorité des autres communes (ex: Butaganzwa, Muyinga, Bubanza, Gitega) se situent dans cette tranche.
- **Interprétation :** Le service y est médiocre mais fonctionnel au minimum. Des améliorations sur la relation client et la gestion des flux de clients seraient nécessaires pour une mise à l'échelle des interventions.

Conclusion Opérationnelle

Le score service **4/10** montre des marchés correctement approvisionnés (**8/10**) mais offrant une capacité d'accueil et une qualité de service insuffisantes. La forte affluence, les réassorts irréguliers et la saisonnalité peuvent accentuer ces limites.

Pour le cash : privilégier les communes notées **5** pour les phases pilotes et renforcer la **sensibilisation des commerçants** dans les zones notées **1 à 3**.



6.3.1.9. Qualité des aliments

Le MFI évalue la qualité des aliments selon des principes clés d'hygiène et de propreté, de séparation des produits, de contrôle des températures et de gestion des stocks. Un approvisionnement fiable en produits, en quantité et en qualité suffisantes est essentiel au bon fonctionnement du marché.

La qualité des aliments est cruciale pour le bon fonctionnement des marchés à plus d'un titre. Comme le souligne le **Codex Alimentarius** : "les maladies et les traumatismes d'origine alimentaire sont, au mieux, désagréables; au pire, ils peuvent être mortels. Mais d'autres conséquences existent également. Les épidémies d'origine alimentaire peuvent nuire au commerce et au tourisme, entraînant des pertes de revenus, du chômage et des litiges. L'altération des aliments est une source de gaspillage, elle est coûteuse et peut nuire gravement aux échanges commerciaux ainsi qu'à la confiance des consommateurs" (FAO et OMS, 1969).

a. Constat Global : Une qualité insuffisante

- **Moyenne générale (Grand Total) : 4/10.** Ce score est **faible**. Il indique que, dans l'ensemble, la qualité des produits vendus sur ces marchés est préoccupante. C'est un signal d'alerte majeur pour la santé publique et pour la valeur nutritionnelle de l'aide fournie.

b. Analyse par zones de performance

- **Zones de Risque Sanitaire Élevé (Scores de 1 à 2) :**
 - **Communes :** Rwibaga (1), Kiganda (1), Butaganzwa (2), Butihinda (2), Musongati (2), Bururi (2).
 - **Interprétation :** Dans ces zones, la qualité des produits est très médiocre. Il existe un risque élevé de trouver des denrées périmées, mal conservées ou de mauvaise qualité. Les transferts monétaires y sont obligatoirement **conditionnés** par un volet fort de sensibilisation à l'hygiène et au contrôle qualité.
- **Zones de Performance Médiocre (Scores de 3 à 4) :**
 - **Communes :** La majorité des communes (ex: Mpanda, Muyinga, Mukaza, Rutana).
 - **Interprétation :** La qualité est instable. Les produits de base sont acceptables mais les standards de fraîcheur ou de conditionnement ne sont pas garantis de manière constante.
- **Zones de Meilleure Performance (Scores de 6 à 8) :**
 - **Communes :** Mugere (8), Ngozi (7), Gishubi (7), Cankuzo (6), Gisagara (6), Ruyigi (6), Mugina (6), Muha (6).
 - **Interprétation :** Ces communes se distinguent nettement des autres. Les marchés y sont mieux organisés et les commerçants semblent plus attentifs à la qualité de leur offre. Mugere est la commune la plus "sûre" sur ce plan.

c. Implications Opérationnelles

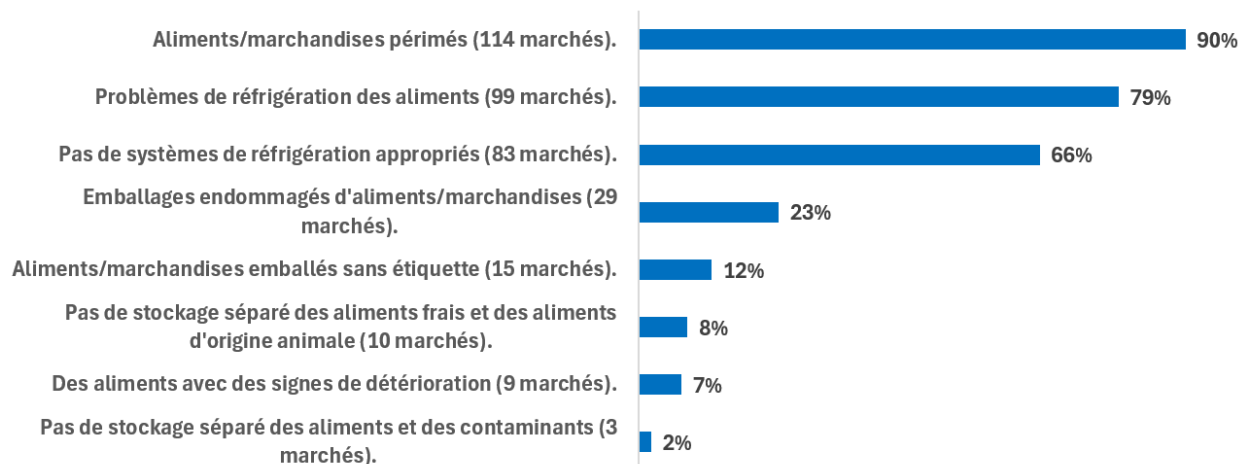
Avec un score moyen de **4/10**, la qualité est un obstacle à l'efficacité de l'aide :

- **Risque nutritionnel :** Des produits de mauvaise qualité réduisent l'impact des programmes de sécurité alimentaire.
- **Contrôle nécessaire :** Des inspections régulières des étals par les services d'hygiène locaux sont indispensables.
- **Priorisation :** Les interventions basées sur le cash devraient prioriser les marchés notés **6 et plus** pour garantir que l'argent distribué permet d'acheter des aliments sains.

Conclusion

La dimension "Qualité" est l'un des points les plus critiques de cette analyse. Alors que l'assortiment était bien noté (8/10), ce score de 4 montre qu'**il y a beaucoup de produits, mais qu'ils ne sont pas de bonne qualité.**

Principaux défis



Dans le contexte actuel, les défis liés au transport et à l'approvisionnement en énergie constituent une contrainte majeure pour la qualité sanitaire des aliments sur les marchés. L'allongement des délais d'acheminement, combiné à l'insuffisance de la chaîne du froid en période de pénurie de carburant, expose particulièrement les produits périssables à des risques accrus de détérioration et de contamination.

Ainsi, il est indispensable de :

- Renforcer les contrôles d'hygiène, de conditionnement et les bonnes pratiques post-récolte, en ciblant prioritairement les marchés affichant un faible score de qualité.
- Déployer les services du BBN sur les marchés ruraux et périurbains, afin d'assurer un contrôle systématique de la qualité et de la conformité des produits alimentaires, de renforcer l'application des standards nationaux et de contribuer à améliorer la sécurité des aliments mis à disposition des ménages.

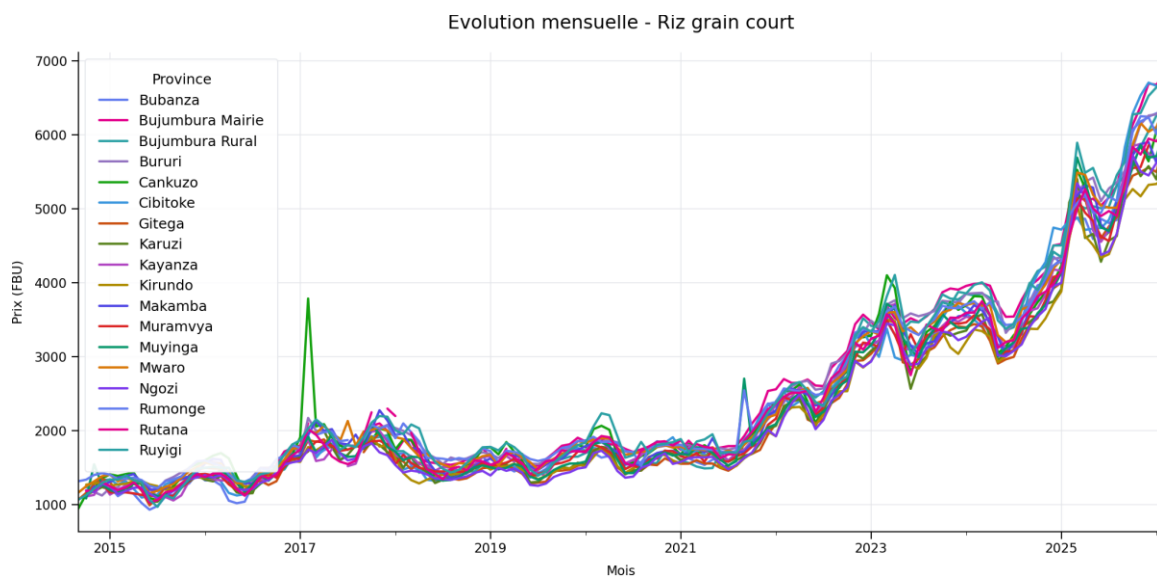
7. Intégration des marchés au Burundi

A partir des données historiques des prix collectés régulièrement depuis 2014 à travers l'approche mVAM du PAM, une analyse de l'intégration des marchés des denrées alimentaires clés au Burundi a été lancée. L'analyse se focalise sur des prix agrégés par mois et par province pour quatre produits alimentaires clés: riz grain court, haricot ordinaire, maïs grain et farine de manioc. Des graphiques d'évolution mensuelle et des matrices de corrélation ont été utilisés pour évaluer le degré de co-mouvement et d'intégration des marchés. Ci-bas les résultats des graphiques obtenus :

Riz grain court

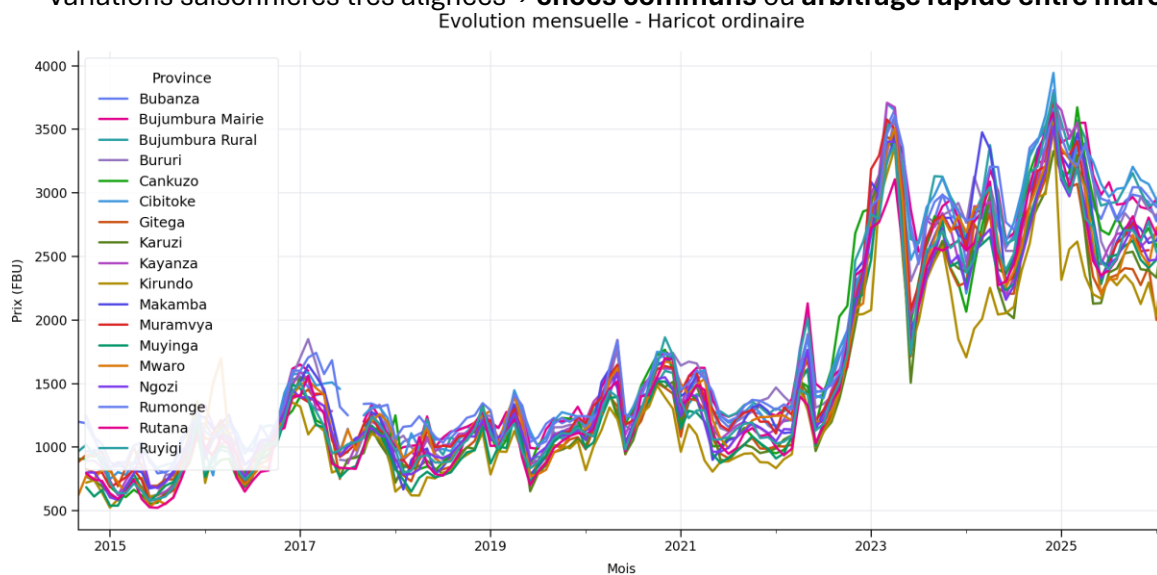
→ On observe des courbes presque parallèles entre provinces, avec les mêmes pics et creux aux mêmes périodes.

→ Très forte synchronisation → marché intégré au niveau national.



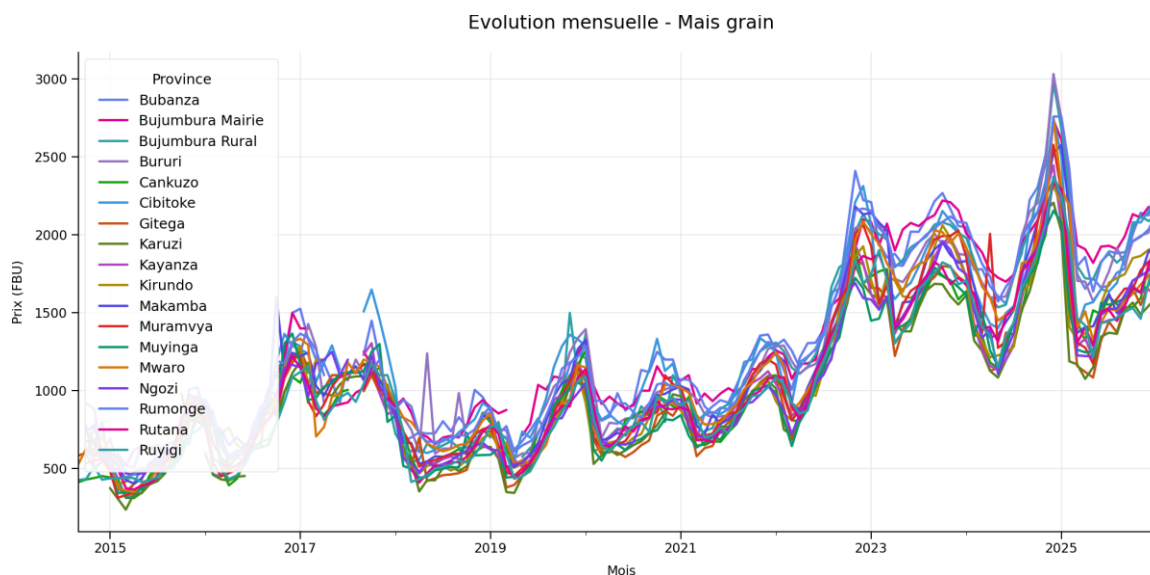
Haricot ordinaire

- Comportement similaire au riz.
- Variations saisonnières très alignées → **chocs communs** ou **arbitrage rapide entre marchés**.



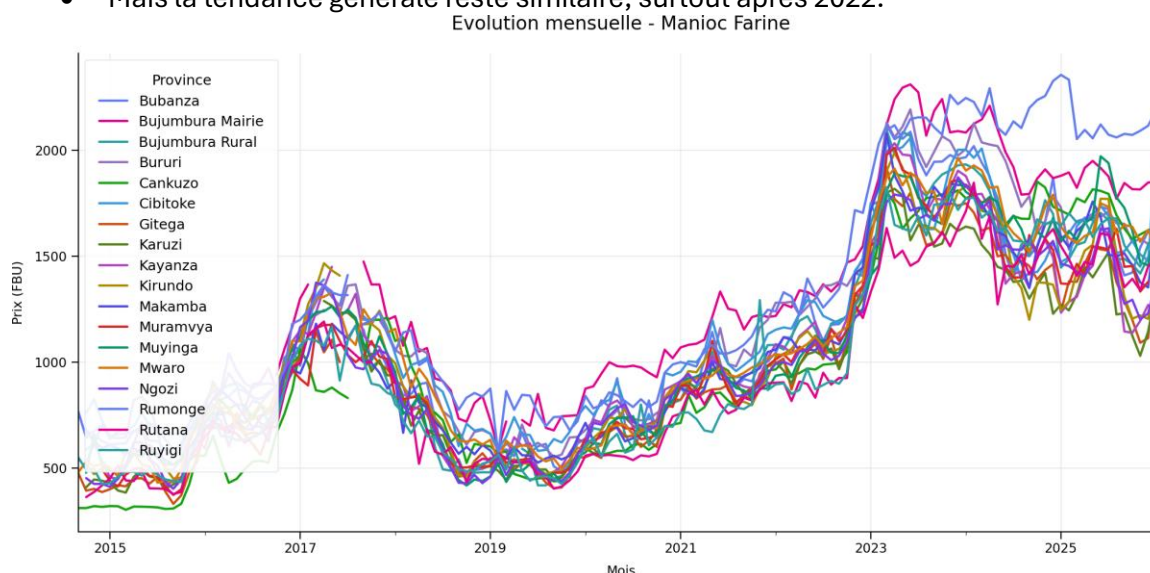
Mais grain

- Structure plus volatile mais toujours synchronisée.
- Certaines provinces montrent des amplitudes plus fortes, mais les tendances restent communes.



Manioc Farine

- Le manioc présente une intégration un peu plus hétérogène :
- Plus de dispersion
 - Quelques divergences ponctuelles
 - Mais la tendance générale reste similaire, surtout après 2022.



Les résultats des graphiques montrent une forte intégration des marchés pour le riz, le haricot et le maïs, caractérisée par des co-mouvements importants entre provinces. La farine de manioc présente une intégration plus hétérogène mais reste globalement synchronisée.

8. Analyse spécifique des zones d'intérêt opérationnel

Le contexte opérationnel en ce début d'année 2026 met en lumière plusieurs zones confrontées à des besoins humanitaires aigus. Dans l'Est du pays, l'arrivée massive de réfugiés congolais et le retour de rapatriés burundais exercent une pression croissante sur les marchés locaux, qui doivent rapidement s'ajuster à une demande considérablement accrue. Parallèlement, le Nord est fortement affecté par un important déficit hydrique, obligeant des centaines de milliers de ménages agricoles à dépendre davantage des marchés pour accéder à la nourriture. Dans ces deux contextes, la mise en œuvre d'opérations d'assistance humanitaire est indispensable, et le niveau de fonctionnalité des marchés constitue un critère déterminant pour orienter le choix de la modalité d'assistance la plus appropriée.

8.1. Marchés autour des sites de réfugiés congolais (Busuma, Musenyi, Kavumu, Bwagiriza, Nyankanda et Musenyi) à l'Est du pays

Les marchés situés dans les zones accueillant des réfugiés présentent une demande exogène élevée, qui augmente la pression sur:

- la **disponibilité** (bien que globalement satisfaisante au niveau national, certains marchés comme Musenyi ou Kavumu rapportent ponctuellement des ruptures saisonnières),
- La dimension "**prix**", présente un des maillons faibles de la fonctionnalité des marchés avec un score faible au niveau national (score 4,9). Les marchés de l'Est s'en sortent relativement mieux avec un score de plus de 5,
- La **qualité** des produits alimentaires (score national moyen= , particulièrement vulnérable en raison de l'absence d'infrastructures de conservation adéquates et de l'absence quasi totale de chaîne du froid, notamment pour les produits frais. Cette situation est aggravée par des mécanismes de contrôle de qualité limités, voire inexistants dans certaines zones, augmentant les risques sanitaires pour les consommateurs. La dimension qualité est particulièrement préoccupante au niveau de certains marchés de l'Est avec des scores particulièrement bas de 2 (Butaganzwa et Musongati)
- les **services**, souvent insuffisants pour gérer de grands flux de clients (scores de 3 à 4 dans plusieurs communes d'accueil). A l'Est la commune Cankuzo présente le plus de cette faiblesse au niveau de la dimension avec un score de 2.

Analyse de capacité d'absorption d'une demande additionnelle dans la zone Est.

- Les marchés de **Muyinga, Ruyigi et Cankuzo** présentent des niveaux élevés de disponibilité, d'assortiment et de résilience, indiquant une **capacité solide à absorber une augmentation de la demande**, notamment en lien avec l'arrivée de populations réfugiées et rapatriées.
- À l'inverse, les marchés de **Rutana** ainsi que certains marchés secondaires de **Ruyigi** affichent des scores plus faibles en matière d'**infrastructures** et de **services**, ce qui

constitue un facteur limitant à considérer dans la planification opérationnelle, en particulier pour la mise en œuvre d'interventions en transferts monétaires.

- De manière générale, la plupart des marchés de l'Est connaissent une **dynamique positive**, portée par l'augmentation de la demande induite par l'installation de nouvelles populations. Cette évolution témoigne d'un **essor progressif de l'activité commerciale**, tout en soulignant la nécessité d'un suivi attentif de la qualité, des prix et des capacités logistiques pour garantir un fonctionnement durable et inclusif.

Risques spécifiques identifiés dans la zone

- **Hausse temporaire des prix** en période de distributions multi-acteurs (CBT + cash autonome des ménages réfugiés) et potentiellement en période de soudure.
- **Monopolisation potentielle** par quelques commerçants locaux faute d'entrée suffisante de nouveaux détaillants (barrières à l'entrée).
- **Dégradation de la qualité** lorsque la chaîne d'approvisionnement est rallongée (carburant, contraintes logistiques) et avec les intempéries.
- **Tensions sociales ponctuelles** si les marchés deviennent saturés en période de forte fréquentation.

Mesures d'atténuation recommandées

- Renforcer l'entrée de **nouveaux commerçants contractuels** dans les zones de camps.
- Actions légères sur **infrastructure de marché** (abris, tables, zones de stockage pour périssables).
- Mise en place d'un **monitoring renforcé des prix** (hebdomadaire).
- Coordination avec autorités locales pour prévenir les **tensions d'accès** et les conflits liés à la demande accrue.

8.2. Analyse spécifique pour le Nord de Kirundo (zones affectées par la sécheresse)

Les marchés du Nord (Kirundo, Busoni, Kiremba) affichent parmi **les meilleurs scores du pays**:

- Assortiment : **10/10**
- Disponibilité : **10/10**
- Résilience : **10/10**
- Compétition : élevée (plusieurs marchés à 9 ou 10)

Le score largement satisfaisant sur les précédentes dimensions est un indicateur solide pour garantir des interventions en cash, même en contexte de choc.

Cependant la situation doit rester sous contrôle pour certains aspects critiques:

- **Avec le déficit hydrique comme celui enregistré durant la saison culturale 2026A**, l'offre des vivres frais (fruits, tubercules, légumes) subit une pression spécifique particulière.
- **Le caractère volatile des prix** malgré la bonne disponibilité structurelle → risque d'inflation si assistance cash injectée en période de soudure et de crise de transport.
- **Capacité d'absorption élevée pour les céréales et NFI**, mais fragile pour les produits périssables.

Recommandations spécifiques Kirundo Nord

- Démarrer par un **CBT flexible**, ajusté à la saison (montants indexés).
- Coupler l'assistance cash à :
 - un **monitoring rapproché des prix des périssables**,
 - des **initiatives de renforcement du contrôle qualité sur la conservation des denrées alimentaires**,
 - l'identification de **fournisseurs alternatifs** pour sécuriser l'approvisionnement.
- Prévoir une **modalité hybride (cash + nature)** si le déficit hydrique s'aggrave en 2026B.

9. Conclusions générales et recommandations

9.1 Conclusions générales

L'analyse nationale de la fonctionnalité des marchés, combinée aux résultats de l'intégration des marchés basée sur plus de dix années de données de prix, fournit une vision cohérente et approfondie du système de marché burundais. Dans l'ensemble, les **marchés présentent une structure résiliente, soutenue par une bonne disponibilité, une concurrence saine et des chaînes d'approvisionnement capables d'absorber des augmentations ponctuelles de la demande**. Toutefois, ces forces coexistent **avec des vulnérabilités structurelles** importantes, en particulier liées au prix, à la qualité des aliments et à l'état des infrastructures.

Les tensions actuelles — crise persistante du carburant, dépréciation du BIF par rapport aux devises étrangères (ex. Cas du Shilling Tanzanien), perturbations des échanges transfrontaliers et pressions démographiques autour des sites de réfugiés, épisodes d'aléas climatiques (ex. Déficit hydrique au nord début 2026) — contribuent à une volatilité accrue, notamment pour les denrées périssables. Ces facteurs modèrent l'interprétation du **score MFI global de 5/10**, qui traduit un **marché fonctionnel mais fragile** sur plusieurs dimensions essentielles pour la sécurité alimentaire.

Cependant, les résultats de l'analyse d'intégration des marchés apportent un éclairage essentiel et nuancé. Les graphiques de co-mouvement montrent que pour les produits de base – riz, haricot, maïs – les prix évoluent de manière étroitement synchronisée dans toutes les provinces du pays. Les tests de co-intégration Engle-Granger confirment statistiquement cette observation: pour toutes les séries analysées, les p-values sont très faibles, indiquant une co-intégration robuste et un équilibre de long terme partagé entre provinces. Autrement dit, le Burundi dispose d'un marché national unifié, dans lequel les chocs de prix se propagent rapidement, et où les tensions observées localement sont autant le résultat de facteurs conjoncturels que de vulnérabilités structurelles spécifiques.

Cette intégration élevée, également cohérente avec la petite taille du pays et la densité de son réseau routier, signifie que même les marchés présentant des scores MFI faibles peuvent bénéficier d'ajustements rapides en provenance d'autres provinces, tant que les contraintes logistiques et énergétiques ne se détériorent pas davantage. Elle renforce également la faisabilité de la modalité

transfert monétaire dans les zones globalement fonctionnelles, tout en justifiant un monitoring rapproché des prix dans les zones structurellement vulnérables ou exposées à de forts aléas.

En somme, les marchés burundais affichent une combinaison de vulnérabilités locales et de forces systémiques nationales. Ce double diagnostic implique une lecture contextualisée des scores MFI:

- un marché peut être faible à l'échelle locale tout en étant utilement alimenté par l'intégration nationale ;
- mais un marché bien intégré peut être rendu instable par des perturbations macro-logistiques, des chocs climatiques ou des tensions transfrontalières.

L'intégration des marchés, confirmée à la fois empiriquement et statistiquement, doit donc être considérée comme un atout majeur pour la mise en œuvre de l'assistance monétaire, tout en rappelant la nécessité d'une surveillance renforcée dans les zones à infrastructure faible, à qualité déficiente ou à forte volatilité des prix.

9.2 Recommandations opérationnelles

a. Modalité de transfert

Privilégier les transferts monétaires dans les zones où les marchés sont fonctionnels, en ajustant la modalité selon la saisonnalité et les tensions observées (carburant, flux transfrontaliers, afflux dans les zones proches des camps).

b. Maintien de l'aide en nature

Conserver l'assistance en nature dans les zones structurellement vulnérables, où l'offre locale reste insuffisante ou instable.

c. Investissements prioritaires en infrastructures

Renforcer les capacités locales de stockage, la chaîne du froid, les abris de marché et les solutions énergétiques alternatives, notamment dans le Sud, l'Est et autour des sites de réfugiés.

d. Suivi renforcé des prix

Assurer un monitoring hebdomadaire dans les zones transfrontalières et celles exposées à une forte pression démographique afin de détecter rapidement les tensions et ajuster les interventions.

e. Amélioration de la qualité et de la sécurité des aliments

- Renforcer les **contrôles d'hygiène**, les pratiques de **conditionnement** et les **bonnes pratiques post-récolte**, avec une priorité sur les marchés affichant un faible score de qualité.

- **Déployer les services du BBN** sur les marchés ruraux et périurbains afin d'assurer le contrôle de la qualité, la conformité aux standards nationaux et la sécurité sanitaire des produits alimentaires, en particulier dans les zones à risque élevé.

f. Promotion de la concurrence

Encourager une offre marchande diversifiée dans les zones à forte pression démographique afin de réduire les risques de monopole temporaire et maintenir un niveau de service adéquat pour les bénéficiaires.

g. Localités particulières

Dans les zones proches des camps de réfugiés et dans les zones affectées par le déficit hydrique au Nord (Kirundo), une analyse approfondie de la capacité d'absorption des marchés révèle un potentiel élevé pour la modalité cash, mais également des risques spécifiques liés aux prix, à la qualité et à la pression démographique. Des mesures d'atténuation doivent accompagner toute intervention CBT, incluant :

- un monitoring intensif des prix,
- la gestion proactive de la concurrence,
- le renforcement ciblé des infrastructures,
- et un appui (y compris le contrôle) à la qualité des produits alimentaires.

Ces zones devraient faire l'objet d'une surveillance renforcée pendant toute la durée de l'intervention.